

d) Rénovation Syndicale.

Courant issu de Mai, il regroupe des enseignants modernistes, des cégétistes repentis et des militants du P.S.U. Ce courant ne se résigne que difficilement à être une tendance, préconise une réforme des structures de la F.E.N., (ce en quoi il a raison) et une suppression du droit de tendance (ce en quoi il a tort car il creuse sa propre tombe). C'est une tendance assez hétérogène regroupant semble-t-il des réformistes de gauche et des révolutionnaires confus. Il est surtout implanté dans le S.N.E.S.

LES TENDANCES AU DERNIER CONGRES DE LA F.E.N.

Majoritaire (A)	56	%	des mandats.
Unité et Action	32	%	des mandats.
Ecole Emancipée	6,5	%	des mandats.
Front Unique Ouvrier	2	%	des mandats.
Rénovation Syndicale	3,5	%	des mandats.

C. — POLITIQUE DU P.C.F. DANS L'ENSEIGNEMENT

1. — Une stratégie réformiste cohérente.

— La politique du P.C.F. dans l'Education Nationale est indissociable de la stratégie de ce Parti au niveau le plus général, c'est-à-dire face à l'Etat et au problème de la prise du pouvoir. Schématiquement : l'Etat, « neutre », est aux mains de grands monopoles ; par une politique d'union de toutes les forces antimonopolistiques, il faut soustraire l'Etat à ces pressions néfastes et instaurer « une démocratie avancée » étape nécessaire pour préparer l'avènement pacifique du socialisme.

— Pour l'Education Nationale, le projet du P.C.F. est donc inscrit dans le cadre de cette « démocratie avancée ». Il est REALISTE dans la mesure où il s'insère dans le système économique actuel (la « démocratie avancée » n'est pas le socialisme). C'est ce que précise Juquin, porte-parole et théoricien du P.C.F. pour les questions de l'enseignement : « Notre projet (...) prouve que nous sommes un parti de gouvernement pour la France de notre temps » (1) « Ecole et la Nation » n° 167, p. 20.

— En se posant comme gouvernement alternatif « au pouvoir des gros monopoles », le P.C.F. appuie sa stratégie sur une des contradictions fondamentales du système capitaliste à savoir la contradiction entre l'évolution des forces productives et le maintien des rapports de production. Dans l'enseignement, cette contradiction apparaît sous la forme suivante : hiatus entre les besoins **objectifs** de l'économie capitaliste quant à la hausse générale de la qualification et son incapacité à financer la mise en place d'un système de formation répondant à ses besoins. (Voir à ce sujet les paragraphes 1 et 2 de la brochure « Problèmes du mouvement étudiant » Cahier Rouge n° 12.)

— Pour le P.C.F., les besoins de l'économie capitaliste sont **confondus** avec les besoins de la « Nation » et deviennent donc, dans ces conditions, un impératif quasi moral qui n'a plus rien à voir avec la division de la société en classes.

(1) Un exemple concret : actuellement la France dépense environ 3 % du revenu national pour l'enseignement. L'axe essentiel de la lutte réformiste du P.C.F. se fait sur le thème : « 6 % du revenu national à l'E.N. » (environ 25 % du budget).

Or, cette perspective est absolument compatible avec une économie capitaliste concurrentielle ; ce taux est atteint dans l'Allemagne de l'Ouest dépassé au Japon (en 1967, 7,2 % du revenu national consacré à l'E.N.).